

VILLE DE BAYONNE

COMMISSION COMMUNALE DE SECURITE

**HOPITAL L'ARRAYADE
Bâtiment ARGIA
Cam de prats
64100 BAYONNE**

Type U – 4^{ème} catégorie

10 mars 2022

— — — —

**COMMISSION COMMUNALE DE SECURITE ET
D'ACCESSIBILITE DE LA VILLE DE BAYONNE**

PROCES-VERBAL DE VISITE

I - OBJET DE LA VISITE

ETABLISSEMENT VISITE : Hôpital l'Arrayade – Bâtiment ARGIA (anciennement CANTOU)
ADRESSE : Avenue Cam de Prats - 64100 BAYONNE
DATE DE LA VISITE : 10 mars 2022
OBJET DE LA VISITE : Visite de contrôle périodique

II - PARTICIPATION A LA VISITE

Conformément au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif aux commissions consultatives de sécurité et d'accessibilité, la Commission communale de sécurité et d'accessibilité de Bayonne s'est réunie en application des dispositions des articles R-123-48, de l'article GE 3 et 4 de l'arrêté du 25 juin 1980, afin d'effectuer une visite de contrôle périodique.

1. MEMBRES DE LA COMMISSION AVEC VOIX DELIBERATIVE

Le Maire de la commune ou son représentant	Monsieur Serge Arcouet
Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours ou son représentant	Capitaine Ferry

2. SECRETARIAT DE LA COMMISSION

Le fonctionnaire territorial de la Mairie de Bayonne	Daniel Curutchet
--	------------------

3. RESPONSABLES DE L'ETABLISSEMENT

Le propriétaire	CENTRE HOSPITALIER DE LA COTE BASQUE
-----------------	--------------------------------------

4. ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

Mairie de Bayonne SCHS	Monsieur André CHAVIN
Chargé de sécurité du CHCB	Monsieur Christophe CASTELEIN
Responsable atelier électrique	Monsieur CAMERLYNCK

III - PRESENTATION GENERALE DE L'ETABLISSEMENT

1. DESCRIPTION

Présentation succincte :

Il s'agit d'un bâtiment en forme de X composé comme suit :

- Le sous-sol est composé de magasins de stockage, de locaux techniques avec une galerie souterraine isolée par des portes PF 1/2h de part et d'autre des établissements USLD LES ARRAYADES et EHPAD GOXOKI asservies à la détection.

- Le rez-de-chaussée est composé de 32 chambres (une unité de 17 lits et une unité de 15 lits) et de la logistique (Lingerie, stockage nourriture, local DASRI) + un office non accessible au public - <20KW (réchauffage), une salle de vie.

Implantation :

Ce bâtiment est implanté avenue Cam de Prats, l'accès aux engins de secours s'effectue par l'avenue Cam de Prats.

Isolement :

Le bâtiment est isolé des autres bâtiments par une distance supérieure à 8 mètres.

Le plancher séparatif entre le rez-de-chaussée et le sous-sol est constitué de béton avec un flockage en sous-face. La charpente traditionnelle est protégée par un faux plafond qui lui assure une stabilité au feu ½ heure.

Construction et aménagements intérieurs :

Construction de type traditionnel, murs maçonnés, charpente bois et couverture tuiles (détectée).

Dégagements :

Sous-sol : 2 sorties de 2 unités de passage avec un ascenseur entre le sous-sol et le rez de chaussée.

Niveau	Effectif du niveau	Effectif cumulé	Nbre de sorties		Nbre d'UP	
			exigibles	réelles	exigibles	réelles
RDC	75	75	2	4	2	8

Ventilation : VMC

Désenfumage : désenfumage manuel dans l'escalier, présence de désenfumage naturel (entrée principale).

Electricité : sur réseau EDF et groupe électrogène (démarrage automatique)

Eclairage de sécurité : blocs autonomes permanents.

Installation de gaz : néant

Chauffage : par chauffage central avec chaufferie située dans le bâtiment annexe de l'Arrayade.

Locaux à risques : locaux de stockage au sous-sol.

Les moyens de secours : il existe des extincteurs. L'établissement est doté d'un système de sécurité incendie de catégorie A et d'une alarme de type 1, plans et consignes, personnel désigné, poteau d'incendie à moins de 150 mètres.

2. EFFECTIFS ET CLASSEMENT

L'effectif théorique maximal des personnes admises simultanément est de 75 personnes.

- Personnel : 11 personnes
- Pensionnaires : 32 personnes
- Visiteurs : 32 personnes

Etablissement recevant du public de type U de 4^{ème} catégorie.

3. SITUATION ADMINISTRATIVE

L'établissement est assujéti aux dispositions fixées par :

1. Le Code de la Construction et de l'Habitation, en particulier les articles L 123-1 et L 123-2, R 123-1 à R 123-55, R 152-6 et R 152-7 ;
2. Le Règlement de Sécurité relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Dispositions générales : arrêté du 25 juin 1980

Dispositions particulières : arrêté du 23 mai 1989 et arrêté du 10 décembre 2004 (type U)

Historique de l'établissement :

n° pièce	Date	Intitulé pièce	Localisation
1	10/09/1997	CCDSA – avis favorable	FD
2	27/08/1997	Avis SDIS – avis favorable	FD
3	11/12/2008	Avis favorable de la commission communale de sécurité	FD
4	25/11/2010	Avis favorable de la commission communale de sécurité	FD
5	07/11/2013	Avis favorable de la commission communale de sécurité	FD
6	03/11/2016	Avis favorable de la commission communale de sécurité	FD
7	21/03/2019	Avis favorable de la commission communale de sécurité	FD

IV - CONTROLE DE L'ETABLISSEMENT

1. CONTROLE DES PRESCRIPTIONS ANTERIEURES

Néant

2. DOCUMENTS PRESENTES ET ANOMALIES MAJEURES CONSTATEES

Vérifications techniques	Date	Organisme	Observations
Désenfumage (DF10)	08/21	DACOSTA	
Électricité (EL 19) Eclairage de Sécurité (EC15)	28/07/21 28/07/21	APAVE APAVE	Levées CHCB + EN INTERNE Programme annuel
Ascenseur (AS9) Entretien annuel Visite quinquennale par bureau de contrôle (AS9)	Annuel 02/04/21	OTIS APAVE	SO

Vérifications techniques	Date	Organisme	Observations
Moyens de secours (MS)			
Extincteurs (MS73)	08/21	DACOSTA	
Système de sécurité incendie contrat d'entretien (MS 68) formation du personnel au SSI	Annuel	SIEMENS	
contrôle triennale par bureau de contrôle (MS73)	24/03/21	APAVE	1 obs levée Siemens programmation SSI modifiée
Système d'alerte téléphone urbain			Présence tél urbain
Formation du personnel (MS48)	04/06/18	EN INTERNE	
Registre de sécurité			Présenté et renseigné

3. RESULTATS DES ESSAIS EFFECTUES PAR SONDAGE

Alarme : Satisfaisant

Désenfumage : Satisfaisant

Eclairage : Satisfaisant

Détecteurs de fumées : Satisfaisant

Recoupement : Satisfaisant

Ferme porte : Satisfaisant

Issues de secours : Satisfaisant

4. ANOMALIES CONSTATEES LORS DE LA VISITE

Voir prescriptions.

V - ANALYSE DES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE

Etablissement d'hébergement pour personnes en soins, établissement doté de l'ensemble des équipements techniques et de sécurité adaptés à ce type d'activité. Personnel formé pour l'évacuation par transfert en cas de sinistre. Accès des engins de secours sans difficulté, système de détection avec report sur le centre hospitalier côte basque au service sécurité en fonctionnement 24h/24h, 7j/7j.

VI - PRESCRIPTIONS

1. PRESCRIPTION NOUVELLE

1. Maintenir libre la fermeture des portes asservis et des locaux à risques par la suppression de tous obstacles (cales, ceintures ou charriot).
2. Renouveler la formation du personnel par des exercices périodiques (articles U47 et U41).

Pour rappel :

Lorsque des travaux sont prévus dans l'établissement, ceux-ci ne peuvent être effectués qu'après autorisation du maire délivrée après avis de la commission de sécurité compétente.

2. PRESCRIPTIONS PERMANENTES

- a) Tenir à jour le registre de sécurité de l'établissement conformément aux dispositions fixées par l'article R123-51 du code de la construction et de l'habitation.
- b) Faire vérifier périodiquement, selon la réglementation en vigueur, les installations techniques de l'établissement. Remédier aux anomalies éventuellement relevées par les techniciens compétents et les organismes agréés intervenus. Le SDIS 64 a conçu des fiches qui peuvent aider les exploitants à mieux comprendre leurs obligations en matière d'entretiens et de vérifications périodiques des installations techniques et de sécurité. Elles sont disponibles sur le site Internet de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques (<http://www.pyrenees-atlantiques.pref.gouv.fr/index.htm>) sous les rubriques "Votre sécurité / Les établissements recevant du public / Fiches d'entretien et de vérifications techniques des installations des E.R.P.". Dans votre cas, vous devez télécharger la fiche IP.001, IP.002, IP.003 (format pdf).
- c) L'avis relatif au contrôle de sécurité incendie prévu par les dispositions de l'article GE 5 dûment rempli par l'exploitant et sous sa responsabilité en fonction des renseignements figurant dans l'autorisation d'ouverture, doit être affiché de façon apparente près de l'entrée principale.
- d) Respecter les dispositions des articles (articles L111-8, R 111-19-13 à R 111-19-15 du code de la construction et de l'habitation), lorsque des travaux sont prévus dans l'établissement. Ceux-ci ne peuvent être effectués qu'après autorisation du maire délivrée après avis de la commission de sécurité compétente.
- e) Maintenir parfaitement libres et accessibles, en toutes circonstances, les issues de secours de l'établissement. (cf. articles R123-4 et 7 du code de la construction et de l'habitation)

VII - AVIS DE LA COMMISSION

La commission de sécurité émet un avis **FAVORABLE** au fonctionnement de l'établissement, assorti de la réalisation des prescriptions susvisées.

VIII - RAPPELS

1. PROCHAINE VISITE

Conformément aux dispositions de l'article GE 4 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 précité, cet établissement doit être visité périodiquement par la présente commission au moins tous les 3 ans
A titre indicatif, la prochaine visite de contrôle périodique est prévue : **mars 2025**.

Nota : La commission se réserve le droit de décaler de quelques mois cette date pour des raisons de fonctionnement de la dite commission, tout en essayant de garantir la périodicité prévue à l'article GE 4.

2. OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT

La liste des prescriptions n'est pas exhaustive.

Article R123-43 du code de la construction et de l'habitation :

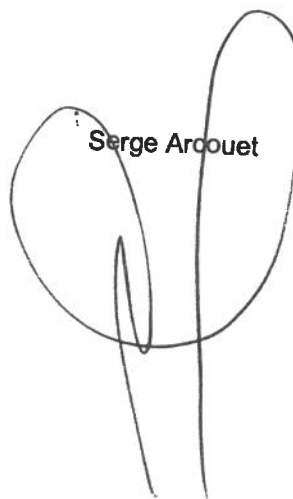
"Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréées dans les conditions fixées par l'arrêté du ministre de l'Intérieur ou des ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement".

Article R 123-3 du code de la construction et de l'habitation :
"Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes".

3. OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE POLICE

En application des dispositions de l'article R. 123-46 et 49 du code de la construction et de l'habitation, le maire (ou le fonctionnaire spécialement désigné à l'article R 123-16 du code de la construction et de l'habitation) notifie le résultat de la visite périodique de contrôle et sa décision à l'exploitant soit par voie administrative.

Le Président de la Commission


Serge Arcouet

